

Cette fiche réalisée par le CDG 59 reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique 2021 sur la base d'informations déclarées par un échantillon de collectivités. Elle permet à une collectivité de se comparer à un groupe de collectivités présentant les mêmes caractéristiques. En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100%.

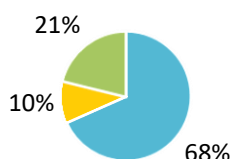


12 rapports ont été validés lors de la campagne 2021 (validés en 2022)

16 690 agents recensés dans ces collectivités dont 11 423 fonctionnaires, 1 736 contractuels permanents et 3 531 contractuels non permanents

Effectifs

68% des agents sont fonctionnaires



- Fonctionnaires
- Contractuels permanents
- Contractuels non permanents



	Minimum	Maximum	Effectif moyen	Nb de coll concernées
Fonctionnaires	401	3 932	952	12
Contractuels permanents	2	516	145	12
Contractuels non permanents	24	1 747	294	12

En moyenne, 4 agents sur emploi fonctionnel dans chaque collectivité

9,33 % des contractuels permanents en CDI

Précisions emplois non permanents

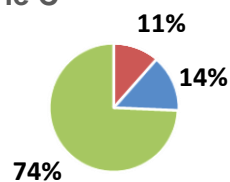
- ⇒ 8,2 % des contractuels non permanents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 68,5 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels

Caractéristiques des agents permanents

43% d'agents relevant de la filière technique

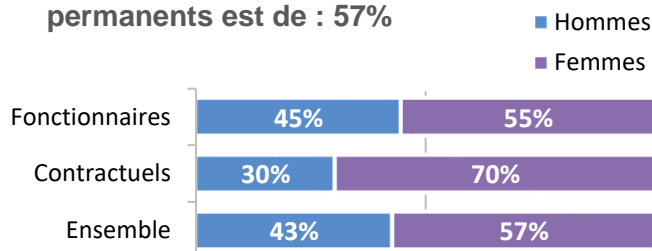
Filière	Titulaire	Contractuel	Tous	Nb moyen par coll concernée
Administrative	25,4%	12,7%	23,7%	260,4
Technique	45,1%	27,4%	42,8%	468,8
Culturelle	8,5%	10,9%	8,8%	96,5
Sportive	2,1%	1,5%	2,0%	22,3
Sociale	5,1%	9,6%	5,7%	62,4
Médico-sociale	3,4%	2,9%	3,4%	40,1
Médico-technique	0,1%	0,3%	0,1%	2,4
Police municipale	3,8%	0,0%	3,3%	35,8
Animation	6,5%	34,9%	10,3%	112,6
Total	100%	100%	100%	1 097

74% d'agents relevant de la catégorie C



Catégorie	Effectif moyen
Catégorie A	125,5
Catégorie B	156,0
Catégorie C	815,1

Le taux de féminisation des emplois permanents est de : 57%

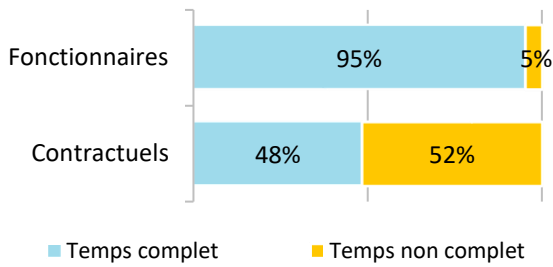


Le cadre d'emplois des adjoints techniques rassemble 31% des agents

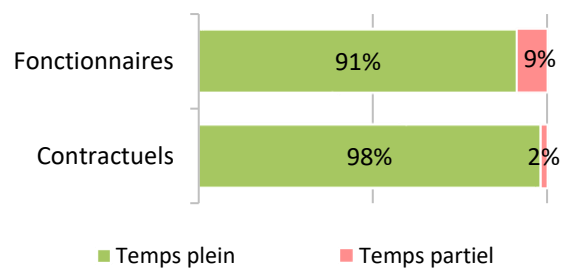
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	31%
Adjoints administratifs	14%
Adjoints territoriaux d'animation	9%
Agents de maîtrise	7%
Attachés	5%

Temps de travail des agents permanents

95% des fonctionnaires à temps complet contre 48% des contractuels



9% des fonctionnaires à temps partiel contre 2% des contractuels



Les filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaire	Filière	Contractuel
Médico-technique	29%	Animation	94%
Culturelle	20%	Culturelle	66%
Animation	13%	Technique	31%

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

2,0% des hommes à temps partiel
12,9% des femmes à temps partiel

Remarque : les agents intercommunaux sont comptés plusieurs fois comme des agents à temps non complet.

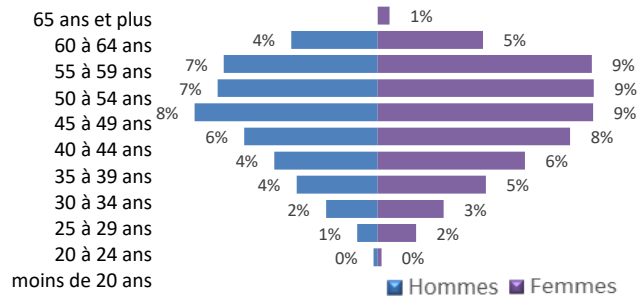
Pyramide des âges

En moyenne, les agents ont 47 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	47,87
Contractuels permanents	37,87
Ensemble des permanents	46,56
Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	35,82



Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

En moyenne, 1 190,9 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) par collectivité



> 949,5 fonctionnaires
> 91,1 contractuels permanents
> 150,3 contractuels non permanents

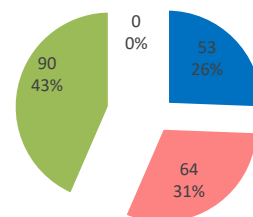
ETPR permanents moyens par catégorie

Catégorie A	122,4...
Catégorie B	145,0...
Catégorie C	773,3 ETPR

Positions particulières

1,9% des agents permanents sont en position statutaire particulière

- Part d'agents détachés dans une autre structure
- Part d'agents détachés dans la collectivité
- Part d'agents mise à disposition dans une autre structure
- Part d'agents mis à disposition dans la collectivité



Mouvements

- En 2021, le taux de rotation moyen des effectifs permanents est de 12,3%

Fonctionnaires	Contractuels permanents
5,8%	70,2%

Emplois moyens permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2020	Effectif physique au 31/12/2021
1045 agents	1096,6 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021		
Fonctionnaires	↘	-2,2%
Contractuels	↗	101,2%
Ensemble	↗	4,9%

- Principales causes de départ d'agents permanents

Agent contractuel nommé stagiaire au sein de la collectivité au cours de l'année	24%
Fin de contrat (hors agents contractuels mis en stage dans l'année)	24%
Départ à la retraite	22%
Mutation (changement de collectivité)	13%
Démission	4%

- Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Remplaçants	33%
Article 3 hors remplaçants, retours ou réintégrations	32%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel non permanent	10%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel permanent	8%
Voie de mutation	8%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2021 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2020) / (Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2020)

Évolution professionnelle

- Concours et examens professionnels

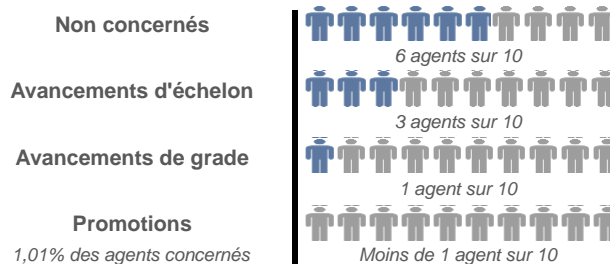
En moyenne, 2,6% des agents permanents présents au 31/12 ont été titularisés dans l'année

- 42 Ruptures conventionnelles actées en 2021

58,3% des collectivités ont initié au moins une procédure de rupture conventionnelle
100% sont à l'initiative de l'agent

- Avancements et promotions

Nombre moyen d'agents concernés sur 10



1,01% des agents concernés

Sanctions disciplinaires

- 8% des collectivités sont concernées par au moins une sanction disciplinaire en 2021.

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2021

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	40	11
Sanctions 2 ^{ème} groupe	-	1
Sanctions 3 ^{ème} groupe	4	1
Sanctions 4 ^{ème} groupe	-	1

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

4 sanctions prononcées à l'encontre d'agents contractuels

- Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels en 2021)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	32%
Autres	29%
Ivresse	16%

Budget et rémunérations



Les charges de personnel représentent 60,98 % des dépenses de fonctionnement

Montant moyen

Budget de fonctionnement

83 140 243 €

Charges de personnel

50 698 682 €

Soit 60,98 % des dépenses de fonctionnement

Mise en place du RIFSEEP

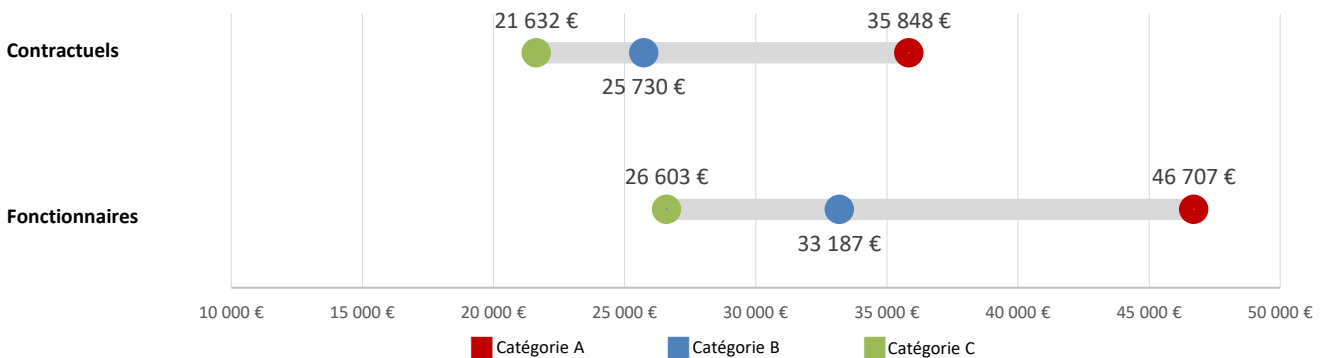
- pour au moins un cadre d'emplois pour les fonctionnaires
- pour les contractuels permanents
- avec une part de CIA



92% des collectivités prévoient le maintien des primes en cas de congé de maladie ordinaire

Oui Non Ne sait pas

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents



La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 14,28 %

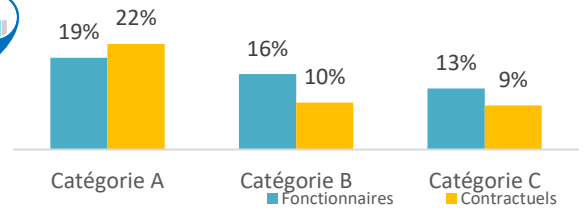
Part du régime indemnitaire sur les rémunérations :

Fonctionnaires 14,40%

Contractuels sur emplois permanents 12,74%

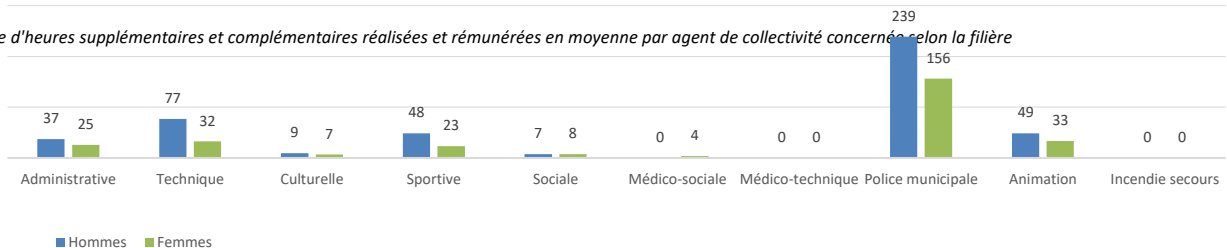
Ensemble 14,28%

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations par catégorie et par statut



En moyenne, 49708 heures supplémentaires/complémentaires pour les 100% de collectivités concernées

Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en moyenne par agent de collectivité concernée selon la filière



58% des collectivités adhèrent au régime d'assurance chômage pour la gestion de leurs anciens contractuels

Absences Agents présents au 31 décembre

En moyenne, 21,8 jours d'absence pour tout motif compressible par fonctionnaire



En moyenne, 6,9 jours d'absence pour tout motif compressible par contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	5,98%	1,89%	5,44%	1,25%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	10,84%	1,97%	9,67%	1,26%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	12,23%	2,42%	10,93%	1,42%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

> 40,19 % des agents permanents ont eu au moins un jour de carence prélevé

Accidents du travail

100% des collectivités concernées par des accidents de travail

> 10,6 accidents du travail pour 100 agents

> En moyenne, 48 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Type d'accident



Service 86%
Trajet 14%

Genre



Femmes 52%
Hommes 48%

Catégorie



Catégorie A 4%
Catégorie B 7%
Catégorie C 89%

55% des accidents concernent la filière technique

Handicap

92% des collectivités ont au moins un agent BOETH

Taux de BOETH: 7,5%

Genre



Femmes 63%
Hommes 37%

Statut



Fonctionnaires 97%
Contractuels perm. 3%

Catégorie



Catégorie A 4%
Catégorie B 9%
Catégorie C 87%

5 travailleurs handicapés recrutés sur emploi non permanent

Dépenses moyennes couvrant l'obligation d'emploi (collectivités concernées)

Dépenses afférentes à la passation de contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services avec des entreprises adaptées	83 169 €
Dépenses destinées à favoriser l'accueil, l'insertion ou le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés	12 030 €

Prévention et risques professionnels

96 jours moyens de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût moyen des formations : 18 360 €
Coût par jour de formation : 191 €

Existence d'un document unique (DUERP)



Existence d'un registre de santé et de sécurité



Existence d'un plan de prévention des RPS



Part des agents permanents ayant bénéficié d'une visite médicale spontanée

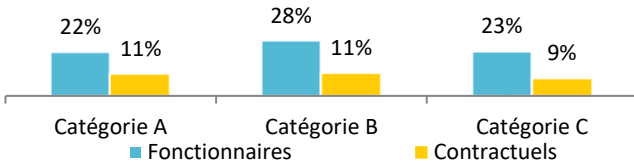
6,5% des femmes
4,2% des hommes

Formation Agents présents au 31 décembre

En 2021, 21% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

20% des femmes et 23% des hommes

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation

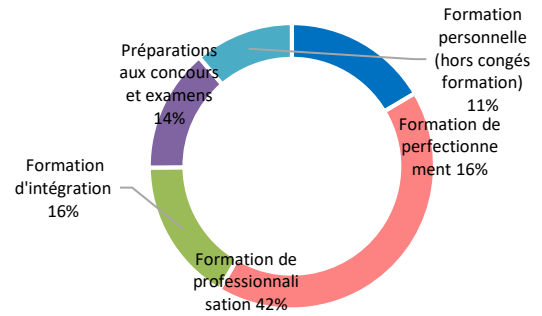


Le budget médian consacré à la formation est de 248 304 €

Répartition des dépenses de formation

CNFPT au titre de la cotisation obligatoire	57%
Autres organismes	28%
Coût de la formation des apprentis	8%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	5%
Frais de déplacement	1%

Répartition selon le type de formation



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 1,3 jour par agent



Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT cotisation obligatoire	57%
Autres organismes	31%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	8%
Collectivité	4%

Action sociale et protection sociale complémentaire

33% des collectivités ont un accord collectif sur la protection sociale complémentaire

Dont 0% ont adhéré à une convention de participation santé souscrite par le centre de gestion

Santé Prévoyance

Montant moyen annuel par bénéficiaire

Santé	422 €
Prévoyance	270 €

■ Non réponse ■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

L'action sociale des collectivités

Prestations servies directement par la collectivité



Prestations servies par l'intermédiaire d'un centre de gestion



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association locale



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association nationale



Relations sociales

100% des collectivités concernées par des grèves



149 jours de grève en moyenne par collectivité



Nombre moyen de réunions des instances

Comité technique	CAP	CCP
6	1	1
	13% par saisine d'agent	% par saisine d'agent

30,0% des collectivités ont engagé des négociations collectives



30,% ont conclu un ou plusieurs accords collectifs

Les principales négociations

Temps de travail, qualité de vie au travail

Accompagnement social des réorganisations des services

Mise en place du télétravail

Les principaux accords

Temps de travail, qualité de vie au travail

Conditions et organisation du travail

Protection sociale complémentaire

Précisions méthodologiques

1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2020

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2021

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2021

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2020

+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2020

2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2021} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :

Maladie ordinaire et accidents du travail

2. Absences médicales :

Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3. Absences Globales :

Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche "Repères" reprend les principaux indicateurs du RSU 2021. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble des effectifs correspondant à un groupe de collectivités constitué par le Centre de Gestion et ainsi de disposer d'éléments de comparaison respectant les mêmes modes de calcul que les synthèses individuelles du RSU.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : juillet 2023

Version 1